

# Un siècle et demi de migrations rifaines : de l'émigration saisonnière à l'émigration permanente

## **Le Rif terre d'émigration : aux origines du mouvement migratoire dans le Rif**

**L**e but de cette contribution est d'apporter un éclairage sur le thème de l'émigration dans le Rif. L'approche historique que nous adoptons nous permettra de comprendre les origines de ces mouvements pendant les deux derniers siècles (avant, pendant et après la colonisation). Il s'agit essentiellement de traiter le thème de la relation entre la population et les ressources du pays. Le Rif est, dans ce cas, un bon exemple à étudier : ici l'émigration a toujours été vitale et indispensable à la survie de la population. Face à la pauvreté de son territoire, l'homme rifain a toujours su trouver des ressources complémentaires ailleurs, c'est-à-dire en quittant temporairement son pays. Ce qui fait du Rif un foyer traditionnel des départs à l'étranger. Dès les années 1970, la province de Nador comptait le taux d'émigration le plus haut. En 1974, 45 000 émigrés originaires de cette province travaillaient en Europe,

chiffre presque équivalent au nombre de Rifains qui fréquentaient chaque année l'Algérie dans les années 1940. Ainsi il nous paraît indispensable de présenter la région du Rif et de brosser un tableau de la société rifaine, de son évolution au cours des deux derniers siècles. Pour des raisons pratiques et méthodologiques et pour mieux cerner ce phénomène, nous nous limiterons à la région du Rif oriental qui correspond administrativement à l'actuelle province de Nador.

### **Le pays rifain**

Le Rif des géographes est toute cette région comprise entre Tanger à l'ouest et Oued Moulouya à l'est. Pour les habitants du pays, ce terme ne désigne qu'une région très limitée : la côte est méditerranéenne et son arrière-pays montagneux, autour de la ville d'Al-Hoceima c'est-à-dire l'actuel Rif central. Les géographes espagnols de l'époque coloniale utilisaient le terme Rif pour désigner toute la région mise sous le protectorat espagnol, en faisant la distinction entre le Rif oriental, le Rif central et le Rif occidental ou le pays de Jabala. Chaque région a ses particularités géographiques et humaines. Dans cet-

te contribution, nous limitons notre propos à la seule région du Rif oriental. Il s'agit d'un territoire qui occupe une surface de plus de 6 000 kilomètres carrés. C'est une zone frontière entre le Haut Rif central et le Maroc oriental. Trois domaines peuvent être étudiés afin de bien comprendre l'utilisation de l'espace :

- La montagne est présente au nord, mais il ne s'agit plus des montagnes élevées du Rif central. Les sommets ne dépassent guère 1 500 mètres. Ce relief compartimenté et littoral connaît un climat méditerranéen opposant une saison sèche et chaude l'été et une période pluvieuse et plus fraîche commençant à l'automne et débordant sur le printemps. Malgré l'aridité qui caractérise le climat de ces montagnes, des sources offrent de l'eau en permanence, ce qui est à l'origine des petites zones irriguées étagées dans les montagnes.

- La steppe domine au sud, où l'élevage prend une part importante dans l'économie de cette zone, encore plus que la culture.

- Et puis le littoral et la mer : l'influence de la mer est importante sur le climat du littoral. La pêche apporte des ressources d'appoint pour la population des tribus côtières telles que Tamsamani, Beni Saïd, Béni Bou Gafer et Béni Chiker. Il y a des raisons historiques qui expliquent que la côte est moins peuplée que les montagnes. Depuis le XV<sup>e</sup> siècle, la côte a été une ligne défensive contre les tentatives d'implantation des Espagnols.

En général, toute la vie humaine dans le Rif s'organise en fonction de la rareté de l'eau. La plus grande partie des cultures se fait l'hiver, aussi bien en plaine qu'en moyenne montagne : en été, ce ne sont partout que de vastes campagnes nues. De même, des sources au pied des montagnes servent à arroser quelques champs. Les contraintes du milieu physique et la surpopulation ont poussé les habitants à mettre le maximum de terres en culture ; toutes les parcelles cultivables, même les plus petites situées sur les pentes des collines et dans les vallées étroites, sont exploitées. La diversification de leurs ressources était une nécessité pour pouvoir

survivre dans ce milieu austère. La pêche pour les tribus côtières, l'artisanat et l'émigration pour le reste de la population, apportaient des compléments de ressources importants. Ainsi les Rifains ont pu souvent éviter les famines qui les menaçaient en permanence. La présence humaine date de plusieurs millénaires. Il s'agit d'une paysannerie à forte tradition sédentaire.

### **Le Rif sous le protectorat espagnol : un héritage colonial conséquent en matière d'émigration**

La zone nord du Maroc, de Moulouya à la côte atlantique, a été soumise à partir de 1912 au protectorat espagnol. C'est ce qui a déterminé une orientation particulière de son développement. L'action du protectorat espagnol, sur le plan économique a été beaucoup moins importante ; pratiquement aucune infrastructure capable de favoriser l'activité économique n'existe. Peu de choses ont été entreprises pour améliorer le sort du fellah, moderniser l'agriculture, ou mettre en valeur les nouvelles terres. Une large partie de la classe politique marocaine pense que la marginalisation dont souffre actuellement cette région est due en partie à l'héritage colonial<sup>1</sup>. Lors de l'indépendance du Maroc, cette région figurait parmi les plus déshéritées du pays. Elle a non seulement souffert des conséquences désastreuses d'une guerre qui a duré de 1921 à 1927, mais de surcroît, elle n'a bénéficié ni des travaux d'infrastructure nécessaires, ni d'investissements capables de générer le développement économique souhaité. Le bilan de cette colonisation à l'indépendance du pays est très maigre, la région manquait des infrastructures nécessaires au développement économique, n'avait presque pas d'industrie, ses équipements sociaux étaient modestes : il n'y avait que quelques hôpitaux, dispensaires, orphelinats et écoles, mais des bureaux de contrôle (*Oficinas de la Intervención*) et des casernes militaires partout ; il y avait deux militaires au kilomètre carré, un pour 19 habitants en zone espagnole contre un pour 80 habitants au Maroc français. La communication entre la zone occidentale et la zone orientale du protec-

torat était à peine possible. À la fin du protectorat, le réseau routier dépassait à peine 2000 kilomètres et les chemins de fer 230 kilomètres.

A notre avis, sur le plan culturel, l'Espagne a bien mieux réussi à s'implanter que la France. À titre d'exemple, la langue espagnole était parlée dans les coins les plus reculés du Rif. Ce phénomène est dû principalement à la présence des soldats et des petits paysans espagnols dans le milieu rural, à côté des Rifains. À vrai dire les conditions de vie de la population espagnole n'étaient guère meilleures que celles des autochtones et il n'y a pas eu de véritable élite "hispanophone". Le phénomène était très réduit : il s'agissait uniquement des fils de quelques notables formés "à l'espagnole" ayant fréquenté les universités espagnoles. Sur le plan socio-économique, les changements apportés par la colonisation n'étaient pas aussi importants que dans la zone de l'occupation française. Ils n'ont modifié que partiellement l'économie de la région. L'agriculture demeurera le principal secteur de l'économie rifaine. Cependant, il faut signaler que d'autres facteurs ont été à l'origine de ces changements. Il s'agit des conséquences d'une guerre coloniale qui a duré plus de dix-huit ans (1909-1927), de l'imposition d'une nouvelle administration coloniale et de la participation de dizaines de milliers de Rifains à la guerre civile espagnole. Sans oublier les catastrophes naturelles, sécheresses et famines, qui ont entraîné des mouvements d'exode rural et d'émigration. Cette mauvaise situation s'est aggravée après l'indépendance du pays à cause de certaines mesures prises par le nouveau gouvernement marocain. Dès 1958, la langue espagnole a été remplacée par la langue française dans l'administration, ce qui a participé à la marginalisation de l'élite locale formée dans les écoles espagnoles. En 1963, les mêmes mesures ont été prises dans les écoles : le français a remplacé l'espagnol. De plus, cette région n'apparaîtra pas dans les programmes de développement du pays malgré la situation de crise dont elle souffrait, surtout en ayant subi les conséquences de la guerre de libération nationale. L'Espagne, de son côté, a tourné le dos à son

ancienne colonie. Depuis cette date, on n'entend plus parler du Rif. Ce silence peut être justifié par les mauvais souvenirs que garde une partie de la population espagnole de ce pays. Ce n'est qu'à partir des années 1980, ce qui correspond à l'augmentation du flux migratoire marocain vers l'Espagne, que la classe politique et une large partie de la population espagnole commencent à s'intéresser au pays voisin, et particulièrement à la zone nord qui représente le grand pourvoyeur de la main-d'œuvre migrante. Cela correspond à l'adhésion de l'Espagne à la Communauté Européenne en 1985 et au dynamisme économique qui en a découlé. La présence des milliers de Marocains sur le territoire ibérique a suscité un intérêt particulier chez les universitaires espagnols, un besoin de redécouvrir cette ancienne colonie.

### **L'histoire de l'émigration saisonnière vers l'Algérie**

Le Rif a été historiquement et géographiquement une région ouverte sur l'ouest algérien. Tout au long des siècles derniers, des liens se sont tissés entre le Rif et l'Oranie. Les relations commerciales remontent aux temps les plus reculés. Depuis plusieurs siècles, Oran est le port du grand marché du Rif qui concurrence celui de Melilla situé en plein Rif oriental. Ces liens sont apparus également lorsque l'émir Abd el-Kader, chef de la résistance algérienne, se réfugia au Maroc : il y trouva l'appui des tribus rifaines. La conquête française a élargi ces relations en facilitant les moyens de transport. Dès le début du défrichement des terres et de l'implantation d'une nouvelle économie de type colonial en Algérie, les Rifains commencent à se rendre dans ce pays voisin, à la recherche de travail chez les colons français. L'un des premiers témoignages dont nous disposons, situe le début de cette émigration vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle :

*“ Le 18 novembre de la même année 1852, agissant sans doute en représailles, les Espagnols de Melilla s'emparent d'une barque marchande appartenant à des Guelaya, et qui faisait route pour Oran où, de plus*

*en plus, d'année en année, les travailleurs de cette tribu viennent maintenant louer leurs bras colons à l'époque des moissons* <sup>72</sup>.

En s'appuyant sur les documents de " Archivo Histórico Nacional " de Madrid, David Hart signale que la première mention des relations de Ait Ouariaghel avec l'Algérie date de 1856<sup>3</sup>.

En 1859, dans *Le Maroc inconnu*, Auguste Mouléras<sup>4</sup> rappelle que chaque année, plus de 20 000 Rifains viennent travailler chez les colons en Algérie. Louis Milliot<sup>5</sup> rapporte vers 1934 que " *cette émigration remontait aussi loin que les souvenirs des générations actuelles et d'après les témoignages des anciens colons d'Oranie, il y a une cinquantaine d'années au moins que le défrichement et les moissons y sont exécutés par des travailleurs rifains* ". Les informations recueillies par Raymond Bossard auprès des " vieux " du Rif oriental montrent que dans le douar de Lemsaratte<sup>6</sup>, de la commune rurale de Dar Kebdani, on allait en Algérie dès avant la guerre avec les Espagnols, probablement avant 1909. Les Guelaya étaient les premiers parmi les Rifains à émigrer vers l'Algérie, étant donnée leur situation près de Melilla, d'où ils embarquaient en bateau vers Oran. Cette émigration, qui remonte au début de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, est devenue plus importante dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'une liaison maritime fut établie entre Melilla et Oran. Melilla ne devint un véritable port qu'après 1892 et les bateaux firent alors la navette entre cette enclave et l'Algérie. Ils ont même participé à la construction des chemins de fer de l'Afrique noire en 1895<sup>7</sup>. En 1896, il y avait 15 524 Marocains en Algérie, le département d'Oran en regroupant 11 824<sup>8</sup>.

*" De longue date, nous connaissons le Rifain, qui a coutume de venir en Algérie faire la moisson et les vendanges, comme un laborieux travailleur, courageux et probe. D'autres fois il se montre un cheminot précieux et bien des kilomètres de rails furent posés par lui, en Oranie principalement "* <sup>79</sup>.

Nous trouvons les traces de cette émigration dans la littérature orale rifaine sous forme de chansons, comme dans cet exemple, où les Rifains expriment le regret des absents en Algérie :

*" Oh, Moha, mon pigeon, toi qui fais la moisson  
au Tassala*

*Reviens, reviens, ô mon frère, assez pour toi  
de misère.*

*Voici que les garçons couchent dans la maison  
et les héritiers se partagent ta terre* <sup>710</sup>.

Quant aux causes de cette émigration, elles sont directement liées aux conditions dures du Rif et au manque de ressources suffisantes pour la population. L'irrégularité de la pluie entraînait souvent des sécheresses accompagnées de famines. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le marquis de Segonzac, signale que dans le Cap des Trois Fourches (tribu de Guelaya), qu'il visita, il n'avait pas plu cette année-là en février et que la prospérité était exceptionnelle, mais que depuis six ans les pluies étant très limitées et les récoltes ne suffisant plus, les jeunes hommes avaient dû s'expatrier<sup>11</sup>. Devant les fortes densités et afin d'éviter la famine, les Rifains ont dû constamment rechercher des ressources d'appoint. Raymond Bossard affirme que les migrations de travail paraissent, depuis 100 à 150 ans au moins, indissociables de l'histoire des populations du Rif oriental et de leur évolution économique<sup>12</sup>. Pendant la période pré-coloniale, l'émigration touchait toutes les couches sociales, mais c'étaient surtout les petits propriétaires et les paysans sans terre qui émigraient le plus, ainsi que les commerçants. Les véritables causes de l'émigration à cette époque-là, se trouvaient dans la pauvreté des ressources du pays rifain. Tous les écrits des voyageurs français et espagnols qui ont visité le Rif à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> en donnèrent l'image d'un pays pauvre, aride et incapable de nourrir convenablement sa population : une population formée de paysans sédentaires très attachés à la terre, symbole de leur identité. L'agriculture a toujours été à la base de leur vie économique. La société rifaine était une société où

prédominait l'élément paysan. La terre formait la base de la rivalité entre les couches sociales dont les membres n'étaient pas tous des propriétaires. Dans ces conditions de surpopulation, la propriété était très morcelée. Toutes les parcelles cultivables, même les plus petites situées sur les pentes des collines et dans les vallées étaient exploitées. Ceci entraînait un déséquilibre entre le nombre d'habitants et la superficie cultivable.

Selon Fernando Benedicto Pérez<sup>13</sup>, cette surpopulation représentait un facteur négatif insurmontable ; elle est la cause primordiale de l'émigration rifaine. L'aridité du climat et l'irrégularité des pluies représentent un danger permanent qui menace la vie des habitants et les incite à émigrer. Ce sont les années de sécheresse qui connaissent le plus grand nombre d'émigrants. Les famines de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, citées par Segonzac, en sont le meilleur exemple. *El Telegrama del Rif*<sup>14</sup> du 29 mai 1908, signale que le nombre d'émigrants rifains ayant emprunté le bateau à Melilla pour se rendre à Oran n'atteint pas 7 000, alors que les années précédentes, il dépassait 15 000. Ceci est dû principalement au fait que la récolte était bonne dans le Rif, et que beaucoup de Rifains n'ont pas quitté leur foyer. D'autres ont trouvé du travail dans les chantiers des compagnies minières. Cependant, il faut signaler que l'ampleur de cette émigration n'a jamais été mesurée de façon précise. Les auteurs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle évaluent le nombre d'émigrants entre 30 000 et 35 000. En 1904, la Société Royale de Géographie de Madrid l'estimait entre 40 000 et 50 000. Les statistiques algériennes de 1911 concernant les étrangers évaluent leur nombre à 102 065 dans le département d'Oran et 58 268 à Alger. Précisons que les Marocains, dont le nombre est estimé à 19 442, ne sont pas classés parmi les étrangers.

Le faible volume des capitaux investis et la petite taille des entreprises industrielles n'ont occasionné que très peu d'opportunités de travail sur place. À titre d'exemple, l'effectif de la population active employée dans l'industrie en 1953 est de 9 713

personnes, soit 0,94 % de la population totale de la zone espagnole<sup>15</sup>. Les mines de Beni Bou Ifrouf employaient de 2 500 à 3 000 ouvriers dans les meilleures conditions d'exploitation minière. En général, ces emplois n'étaient pas de grande importance par rapport aux besoins de la population. Selon Allal Sakrouhi<sup>16</sup>, l'intervention coloniale espagnole se limitait à la mainmise sur les circuits d'échange et de distribution et à leur extension à tout l'espace colonisé, ce qui a accentué localement la masse disponible pour l'émigration. Les sources espagnoles insistent sur l'importance de ce mouvement migratoire. Un recensement local en 1922, effectué chez les Beni Bou Gafer permet de savoir que plus de la moitié des foyers ont leur chef de famille en Algérie. Dans certains cas, chez les Beni Saïd ou chez les Beni Chiker ou encore chez les Kebbana, le nombre de travailleurs en Algérie était proportionnellement plus important que celui des ouvriers émigrés alors en Europe, conclut Raymond Bossard en 1979<sup>17</sup>.

Ce mouvement préoccupait les autorités espagnoles. Dès les années 1930, des statistiques sur le nombre de départs et de retours par tribu ont été établies. Au début, elles n'avaient qu'une faible valeur, et ce n'est qu'à partir de la Deuxième Guerre mondiale que les informations sont devenues plus satisfaisantes. D'après Louis Milliot, dans les années 1930, un cinquième ou un quart de la population de certaines tribus rifaines était obligé de se déplacer à l'extérieur, notamment en Algérie pour pouvoir subsister. Les travaux publics et les mines ont attiré surtout les gens des tribus où le travail s'est développé, notamment dans les régions minières, comme celle de Beni Bou Ifrouf. Dans ces dernières, l'émigration était très réduite. Fernando-Benedicto Pérez précise dans ce cas : *"il est nécessaire de noter que le Rifain n'est pas nomade et s'il s'expatrie, c'est qu'il est poussé par le manque de ressources"*<sup>18</sup>.

Par contre, ceux qui vivaient près des lieux de travail, comme les mines et les routes en construction, préféraient travailler sur place en tant que journaliers, même à un salaire inférieur à celui offert

par les colons français en Algérie. Mais une fois que les occasions de travail sur place devenaient rares, ils prenaient le chemin de l'émigration.

En réalité, il y avait un grand déséquilibre entre le nombre d'habitants disponibles pour le travail et la capacité d'emploi dans la région du Rif. La colonisation agricole était très limitée. Elle consistait en quelques exploitations aux environs de Melilla appartenant à la *Compañía Española de colonización* et quelques autres fermes entre Monte-Aruit et Azib de Midar. Les plus prospères semblent être celles qui se trouvaient sur la rive gauche de Moulouya dans les plaines de Sebra et Garet et qui ont pu bénéficier de l'expérience des exploitations françaises d'en face. Ce facteur intervient de façon importante en ce qui concerne l'origine tribale des émigrants, dont les trois-quarts (76,7 %) proviennent des quatre tribus de Tamsaman, Beni Saïd, Beni Touzine et Tafersit. L'émigration atteint, dans ces régions, 20 % de l'effectif total des hommes des 15-50 ans, là où les occasions de travail sur place sont rares.

Par contre, les tribus proches de Melilla comme Guelaya, Beni Bou Yahyi, Beni Ulichek, Oulad Settout et Metalsa, bien qu'étant plus proches de l'Algérie que les précédentes, ne représentent que 3,3 % des émigrants en âge de travailler<sup>19</sup>. Ceci est dû au fait que les mines de Beni Bou Ifrouer et les petits villages autour de Melilla fournissaient de nombreuses journées de travail aux habitants. Mais sur l'ensemble de la région, il faut bien dire que ce ne sont là que des débouchés infimes par rapport aux besoins de la population. La pénétration de l'économie capitaliste dans le Rif, même de façon modérée et moins marquée que dans la zone du protectorat français, créa chez le paysan rifain le besoin d'un salaire. Ce besoin est devenu plus indispensable avec l'imposition du *Terbib* par les autorités espagnoles et aussi pendant les années de famine et de sécheresse.

La colonisation de l'Algérie et la création des vignobles d'Oranie créèrent un besoin important de main-d'œuvre. Le défrichement d'une grande partie des terrains de colonisation en Oranie fut commencé par la main-d'œuvre espagnole. Mais celle-

ci s'est rapidement fixée sur des propriétés acquises par son travail et n'a plus fourni d'effectifs suffisants pour les travaux de la terre. La population algérienne avait été refoulée et manifestait peu d'enthousiasme à travailler sur les exploitations de nouveaux maîtres, ce qui la faisait passer pour " paresseuse " auprès de ces derniers. Nous avons là une autre raison qui encouragea les Rifains à aller demander un complément de moyens de subsistance à la colonisation française en Algérie. Selon le témoignage de quelques auteurs, les colons français étaient très satisfaits des travaux effectués par les ouvriers rifains. Ils les considéraient excellents travailleurs, les préféraient aux Algériens, car ils pouvaient effectuer n'importe quel travail demandé sans se plaindre. Leur but essentiel était de travailler durement et pour longtemps.

Avant de quitter le Rif, l'ouvrier préparait un repas particulier auquel il invitait ses voisins et les membres de sa grande famille. Et d'après Louis Milliot, "*l'ouvrier doit s'adresser aux bureaux d' "intervenciones" pour se procurer un passeport non timbré qui lui est délivré sur feuille simple, moyennant une redevance très modique d'une peseta, sans photographie ni aucune formalité tracassière. Le plus souvent, les immigrants possèdent, en outre, une carte d'identité avec photographie et signalement dite "tarjeta de Identidad" "*"<sup>20</sup>.

À notre connaissance et d'après les enquêtes que nous avons menées auprès des anciens émigrés, nous avons constaté que rares étaient les émigrants qui respectaient ces formalités administratives. Notamment ceux qui empruntaient la voie terrestre et partaient en général à pied. Pour son transport, le travailleur rifain a besoin à l'époque d'une certaine avance en argent. Quand il ne la possède pas, il est obligé d'avoir recours à l'emprunt ou de partir à pied en affrontant les risques de la route, comme c'était le cas pendant les années de famine dans le Rif (1941-1944). Les ouvriers qui partaient à pied pour la première fois préféraient être accompagnés par des anciens émigrants qui connaissaient le chemin par expérience. En partant du Rif, ils empruntent

des itinéraires déterminés par l'expérience des anciens et fixés par la coutume. Il y avait deux itinéraires principaux : celui qui passait par Taourirt et aboutissait à Oujda, emprunté surtout par les Metalsa et les Beni Bou Yahyi. Puis la basse Moulouya, franchie au pont international sur la route de Berkane ou aux multiples gués situés en amont ou en aval. Une partie de ces émigrants voyageait à pied et une autre utilisait les autocars qui circulaient dans la zone espagnole et traversaient le Maroc oriental. Les départs du douar s'effectuaient généralement en groupe, car le voyage n'était pas toujours sûr, surtout lors du retour. Quelle que soit la saison, grâce au mouvement incessant de va-et-vient entre le Rif et l'Algérie, les intéressés se trouvent toujours en nombre suffisant pour poursuivre le voyage. Ce mouvement leur permet d'autre part, d'être renseignés progressivement sur l'état du marché de la main-d'œuvre et sur le développement de la saison des travaux. Ce sont des informations ainsi échangées en cours de route qui les guident vers telle ou telle région algérienne.

En plus des dangers que présente le voyage pédestre, il n'est pas avantageux en termes économiques car l'ouvrier perd en temps et en nourriture l'équivalent du transport en autocar. Cependant, la moitié des émigrants empruntant la voie terrestre voyageaient à pied, afin d'échapper aux formalités de contrôle administratif instauré pour la traversée de la zone française et l'entrée en Algérie. Les autorités espagnoles essayaient de canaliser ce courant migratoire et de l'arrêter complètement en période de difficultés. Par exemple, en 1928 après la conquête totale du pays, les autorités ont développé une intense campagne de propagande en faveur d'un détournement de ce courant vers le sud de l'Espagne pour travailler à la récolte des olives. Mais les problèmes économiques et sociaux de l'Andalousie ont rendu cette initiative impossible. Le développement de ce mouvement dépendait des facteurs économiques propres aux deux pays à savoir le Maroc et l'Algérie. Les opérations militaires de la conquête de 1924 à 1928 ont provoqué une telle raréfaction de travailleurs rifains en Algérie, que des émissaires

recruteurs étaient envoyés d'Algérie, afin de ramener les équipes qui faisaient défaut dans les exploitations. D'après le rapport mensuel du protectorat français de janvier 1930, les Espagnols ont pris des mesures pour limiter et contrôler cette émigration. Les Caïds dressaient des listes de ceux qui se trouvaient en Algérie<sup>21</sup>. "*Dans la circonscription de Melilla de sévères mesures auraient été prises pour empêcher l'exode habituel des indigènes vers l'Algérie ou le Maroc oriental. Les autorités espagnoles auraient promis que d'importants travaux seraient prochainement entrepris pour utiliser la main-d'œuvre*"<sup>22</sup>.

Il faut signaler que les chiffres fournis par les différentes sources ne sont qu'approximatifs. Il est difficile de donner une valeur absolue aux chiffres fournis par les services des douanes aux frontières parce que d'une part, le contrôle ne s'opérait pas sur la totalité des voies d'accès, et d'autre part, chaque individu allait et venait fréquemment plusieurs fois au cours de la même année. En outre, les Rifains essayaient d'échapper à tout contrôle dans la mesure du possible. De même, sur les chantiers algériens, les employeurs commettaient des erreurs dans l'appréciation de l'origine ethnique de leurs ouvriers. Les statistiques dont nous disposons sont de deux sources. Il y a celles des entreprises de transports maritimes qui donnent les chiffres des ouvriers rifains débarqués par elles à Oran : 5 500 en 1930, 15 400 en 1931, et 11 300 en 1932. Une autre source d'information résulte d'un relevé qui a été effectué sur les transports espagnols empruntant la route du pont international de la Moulouya. Celui-ci représente les chiffres suivants : 19 000 en 1930, 34 000 en 1931 et 29 800 en 1932. D'après les statistiques algériennes, le nombre de Marocains dans le département d'Oran en 1936 est de 19 902, dont 4 395 vivaient dans la ville d'Oran et 15 507 dans les autres communes. Les communes qui comptaient plus de mille Marocains en 1936 sont les suivantes<sup>23</sup> : Aïn-Temouchent (1 390), Aïn-Kial (1 286), Er-Rahel (1 297), Hammam-Bou-Hdjar (1 034), Laferriere (1 114), Rio-Salado (1 292).

Signalons que ces statistiques fournies par les recensements algériens comportent le nombre non seulement des Rifains, mais aussi de tous les Marocains installés dans le département d'Oran. Après la Deuxième Guerre mondiale, ce phénomène a pris une autre ampleur. Les sécheresses et les famines des années quarante ont fait augmenter le nombre d'émigrants d'une manière spectaculaire. Nous avons plus d'informations sur cette période grâce aux "*Anuarios Estadísticos de la zona de Protectorado Español en Marruecos*" qui fournissaient des renseignements et des statistiques annuels sur cette émigration. Ces annuaires présentent le nombre de départs et de retours des émigrants, classés par tribu et par sexe. Cependant, ces statistiques paraissent sous-évaluées, compte tenu du fait qu'il s'agit d'un mouvement difficile à contrôler et que les renseignements concernant certaines tribus ne sont pas fournis régulièrement. De plus, ces données ne couvrent qu'une période limitée de l'histoire de ce mouvement. 1941, année de la grande famine dans le Rif, a connu le plus grand flux migratoire vers l'Algérie : plus du quart de la population masculine de certaines tribus du Rif oriental se trouvait en Algérie, comme le montre le tableau suivant.

L'*Anuario Estadístico* de 1942 estime la main-d'œuvre marocaine disponible dans la zone espagnole pour l'émigration à 40 000 ouvriers dans le milieu rural et à 6 000 dans les noyaux urbains. Ces années de famine ont également entraîné un mouvement d'exode vers le Gharb et vers la région de Loukos et Jbala. "*À Tétouan, Tanger, Larache et*

*sur la côte atlantique, nous trouvons plusieurs familles d'origine rifaine*", écrit Pérez en 1948<sup>24</sup>. En 1957, David-Montgomery Hart signale à Tanger le groupe des Rifains qu'il estime à 25 ou 30 000 personnes, venues pour la plupart "*à pied et à demi-morts de faim en 1945*"<sup>25</sup>.

Ce phénomène a permis aux Rifains de se mettre en contact avec l'économie coloniale. Le travail, chez les colons français en Algérie, était la première forme de salariat connue par les Rifains. L'impact de cette émigration sur la société rifaine apparaît dès le début du XX<sup>e</sup> siècle "*les Marocains, qui dans les débuts n'achetaient que des produits de toute première nécessité, se créaient des besoins grâce à l'argent qu'ils rapportaient de leur séjour en Algérie : ils voyaient leur puissance d'achat augmenter*"<sup>26</sup>. Les sommes d'argent rapportées dans le Rif servaient de complément de ressources. Elles permettaient aussi à quelques-uns d'acquérir des lopins de terre. À notre avis les conséquences de cette émigration sur la société rifaine étaient aussi importantes que les changements introduits par la colonisation espagnole. Celle-ci a participé à l'intensification de ce phénomène, en privant un grand nombre de paysans de leurs terres sans créer sur place un nombre important d'emplois agricoles. Avant la colonisation espagnole, cette émigration avait un caractère saisonnier, les séjours des Rifains étaient courts, de trois à quatre mois, mais pendant la période coloniale, les séjours commençaient à être plus longs. Comme en témoigne M. Pascalet, premier vice-président de la Chambre de commer-

### Pourcentage des ouvriers émigrés par rapport à la population masculine de certaines tribus du Rif oriental en 1941

Tribu	Émigrants hommes	Population masculine	% de l'émigration
Temsaman	1 567	7 504	20,8%
B. Saïd	1 544	5 617	27,5%
B. Touzine	1 193	8 246	14,5%
Tafersit	301	1 636	18,4%
Total	4 605	22 999	20%

Source : Anuario Estadístico de la Zona del Protectorado 1942.

ce d'Oujda “ *cet exode commence au Rif dès la fin de mois de mai et dure de quatre à cinq mois. La moisson finie, ils se livrent au travail de la vigne ou s'embauchent dans les entreprises de dépicage pour attendre les vendanges. Ils ne retournent chez eux qu'en septembre. Quelques-uns, très rares, restent en Algérie pour piocher la vigne* ”<sup>27</sup>.

Mais ils ont toujours gardé le contact avec leur pays. À tour de rôle et aux frais du groupe, ils retournent chez eux pour aller voir leur famille et leur porter leurs économies et celles des autres membres du groupe. Ces émissaires, véritables *rekkas* ou *bouchta* (déformation du terme français “ la poste ”) faisaient plusieurs allers-retours entre l'Algérie et le Rif. À Misserghin, près d'Oran, il y avait un village presque entièrement composé de Rifains fixés définitivement dans le pays. Et grâce au mouvement de va-et-vient entre le Rif et l'Algérie, les intéressés restaient en contact avec l'actualité dans le Rif. Aussi, le fait de vivre ensemble constituait un facteur favorable au maintien des relations avec le pays. La vie en groupe qu'ils menaient leur permettait de réaliser des économies. D'après plusieurs témoignages, le Rifain dépensait la moitié de son salaire dans la nourriture en Algérie et rapportait l'autre moitié dans sa tribu. À part la nourriture, les ouvriers rifains n'effectuaient aucun achat à l'intérieur du territoire algérien : les premiers achats avaient lieu à Oujda. Les sommes d'argent rapportées chaque année dans le Rif sont estimées à environ 50 millions de francs en 1932<sup>28</sup>. En 1952, M. Counil parle d'un milliard de francs. La somme rapportée par chaque ouvrier dans sa tribu est estimée à 27 000 francs en 1952, en prenant pour base un salaire moyen de 300 francs par jour pour un séjour de six mois par an :  $(300 \times 30 \times 6) / 2 = 27\ 000$  francs<sup>29</sup>. Ces sommes d'argent ramenées d'Algérie ont contribué légèrement à modifier les modes de consommation dans le Rif et à l'acceptation des types d'échange de nature capitaliste. Plusieurs facteurs faisaient varier le nombre d'émigrants d'une année sur l'autre : les récoltes dans le Rif, la concurrence des machines agricoles plus perfectionnées, les événements politiques, les mesures administratives et les crises éco-

nomiques. Mais jusqu'à l'indépendance de l'Algérie en 1962, l'émigration ne s'est jamais complètement arrêtée. Elle a certainement connu une baisse au moment du déclenchement de la guerre de libération algérienne à partir de 1954. Il faut signaler à cette occasion que beaucoup de Marocains de cette région ont aidé les *Moujahidines* algériens dans leur lutte contre la colonisation française. Le long séjour de Houari Boumédiène dans le petit village de Segangan près de Nador à la fin des années 1950 est à cet égard, très significatif. L'arrêt immédiat de ce mouvement au moment de l'indépendance de l'Algérie a eu des conséquences catastrophiques sur la région. Ceci coïncide avec les difficultés économiques liées aux départs des capitaux espagnols. Rapidement ce courant migratoire a pris une autre direction pour se diriger vers les pays du nord-ouest européen à partir des années 1960.

#### **L'émigration vers l'Europe : le provisoire qui dure**

Les études concernant le phénomène migratoire dans cette région sont nombreuses, et portent notamment sur les conséquences économiques et urbanistiques de l'émigration dans la province de Nador<sup>30</sup>. Après l'indépendance du Maroc en 1956 et de l'Algérie en 1962, l'ancien courant migratoire vers l'Algérie s'est arrêté complètement et subitement, ce qui a eu des conséquences néfastes sur la situation économique et sociale dans la région en question. À cela s'ajoute la mauvaise situation économique que traversait la région, due aux problèmes que posait l'unification avec la zone sud du Maroc qui était sous protectorat français. Cela coïncide avec une forte demande de main-d'œuvre en Europe. Les autorités marocaines ont privilégié cette région pour ce qui est de l'obtention des contrats de travail dans les pays de l'Europe du Nord, afin de soulager la situation et d'atténuer les tensions sociales et l'agitation politique que connaissait la région après les événements de 1958 et 1959, qui sont une réponse et une réaction directe des Rifains contre la marginalisation et l'abandon auquel ils étaient voués. C'est dans ce contexte qu'a débuté ce

phénomène qui continue jusqu'à nos jours et qui a pris des dimensions importantes à plusieurs niveaux. Chronologiquement on peut distinguer deux périodes principales ayant marqué ce mouvement : la première allant des années 1960 à 1973 et la seconde de 1973 à nos jours.

### **Première phase : début des années 1960 à 1973**

Les premiers Rifains à avoir émigré vers l'Europe sont les anciens travailleurs en Algérie qui allaient retrouver leurs employeurs réinstallés dans le secteur agricole en Corse et dans le Midi de la France. Selon les enquêtes menées par Raymond Bossard, les premiers départs apparaissent vers 1958-1959 ; d'après quelques témoignages qu'il a recueillis, ce n'est qu'après la révolte de 1958-1959 que les autorités marocaines ont donné l'ordre de délivrer les passeports aux Rifains qui se trouvaient déjà en Algérie pour qu'ils puissent partir en Europe. Beaucoup d'habitants de la région de Nador se rendaient en Algérie pour obtenir un passeport auprès du consulat marocain à Oran qui les délivrait plus facilement aux Marocains résidant là-bas.

Les Rifains n'ont pas attendu la signature en juin 1963 de la convention de main-d'œuvre franco-marocaine. La même année, la République Fédérale d'Allemagne a signé une convention de recrutement de la main-d'œuvre marocaine. Plusieurs raisons expliquent le choix de l'Allemagne de recruter des ouvriers marocains dans cette région en particulier : d'une part, les autorités marocaines voulaient accorder une certaine priorité, ouvrir la porte de l'émigration aux Rifains comme moyen de soulager la crise économique dont souffrait la région après les événements de 1958 comme nous l'avons déjà expliqué, et également pour vider la région de ses éléments perturbateurs ; d'autre part, les entreprises allemandes achetaient le minerai de fer à la Compagnie espagnole des mines du Rif et avaient une certaine connaissance de la région. Ces premiers groupes d'émigrés partis en Allemagne étaient en quelque sorte des pionniers qui ont pu, par la suite, procurer des contrats à leurs compatriotes.

En 1964, la Belgique a signé avec le Maroc une convention afin de recruter des ouvriers pour travailler dans les mines. Quant à la convention de main-d'œuvre avec les Pays-Bas, elle a été signée tardivement, en mai 1969. Durant la première phase, les émigrés issus des tribus de Tamsamane, Béni Oulichek, Béni Touzine et Béni Said sont partis essentiellement en France, alors que ceux des tribus localisées à l'Est, Béni Chiker, Béni Sidel, Mazouja et Keadna, se sont installés principalement en Allemagne. La grande mobilité géographique caractérise les Rifains qui ont d'abord vécu dans d'autres pays européens, comme la France, avant de s'installer en Allemagne ou en Scandinavie.

À cette époque, la communauté de départ est homogène. Le profil dominant de l'émigrant est de type masculin, travailleur temporaire, individuel (travailleur non accompagné de sa famille), en cours de vieillissement, surtout employé dans les secteurs industriel et minier. 8,4 % seulement des hommes expatriés en Europe sont mariés. Généralement, leur famille demeurée au pays vit sous la responsabilité d'un proche parent (masculin). Néanmoins, cette situation ne se prolonge pas, la fermeture des frontières européennes ayant entraîné, chez les émigrants, un changement de stratégie que nous allons détailler.

### **Seconde phase : la fermeture des frontières européennes (1973)**

La fermeture des frontières européennes à partir de 1973 n'a pas arrêté le flux des départs originaires du Rif oriental, cependant elle va obliger les migrants à chercher d'autres destinations et à s'adapter à la nouvelle situation. Le flux va ainsi connaître certaines mutations pour ce qui est de la structure démographique et des activités professionnelles. Les regroupements familiaux convertissent tout projet migratoire provisoire en installation définitive de toute la famille. Pour le cas du Rif, le regroupement familial se faisait principalement vers l'Allemagne et la Hollande. Selon Paolo De Mas, 60 % des familles

marocaines entrées en Hollande entre 1968 et 1990 proviennent de la zone nord-ouest (Nador, Tétouan, Al-Hoceima)<sup>31</sup>. Ce regroupement familial se fait de deux manières : en installant la famille ou en amenant dans le pays d'accueil, la femme récemment épousée dans le pays d'origine en période estivale. De cette nouvelle vie en famille résulte un équilibre par sexe et âge de la structure démographique de la communauté d'émigrants. Le nombre de femmes augmente considérablement, comme l'indique le registre statistique du consulat marocain à Francfort : alors que durant les années 1970, le pourcentage des femmes n'était que de 15,5 %, il atteint les 46 % en 1980<sup>32</sup>. On assiste à un rajeunissement de la population et à une diversification des activités professionnelles. Parallèlement s'opère un changement des types d'emploi occupés : on passe du secteur minier et sidérurgique des années 1960 à une augmentation des emplois des émigrés dans le tertiaire à partir de 1980. Cette évolution du projet migratoire rifain vers une résidence plus ou moins permanente de toute la famille à l'étranger ne signifie point un relâchement des liens avec la région d'origine : la fréquence des retours se maintient et les investissements dans l'immobilier sont relayés par d'autres, plus productifs, dans différents secteurs de l'économie urbaine.

### **Impact de l'émigration sur la société d'origine**

L'analyse des effets que le phénomène migratoire produit sur la société d'origine permet de mieux cerner l'influence que les transformations économiques exercent sur le système des relations sociales. C'est parce que les activités liées à l'émigration conquièrent de plus en plus l'espace urbain au Maroc que l'exode rural s'accroît et que les villes connaissent un développement " anarchique ". Dans le cas de la province de Nador, les études qui existent dans ce domaine concernent principalement l'impact de l'émigration dans le domaine urbain (la croissance urbaine)<sup>33</sup>, alors que le côté culturel en est absent, exception faite de celle de David A. McMurray<sup>34</sup> qui traite quelques aspects de ce phénomène.

En dépit de la difficulté d'attribuer un seul rôle spécifique à l'émigration, l'extension des structures urbaines est principalement due à la combinaison de facteurs internes (ruraux-urbains) et externes (Rif-Europe). Par exemple, en investissant dans l'immobilier, les émigrés rifains d'origine rurale favorisent l'installation en ville de leur famille restée au village. L'investissement principal de l'émigrant est l'acquisition d'une maison ou d'un terrain pour la construction, sur plusieurs années, d'un logement dont l'usage se réduit tout au plus à une occupation estivale de quelques semaines. Cette pratique obéit moins à une logique de rentabilité matérielle qu'à une économie sociale et symbolique. Ces phénomènes ont des conséquences importantes aussi bien sur l'économie locale que sur la reconfiguration de l'espace urbain. Les données de l'étude élaborée par Mohamed Berriane et Hans Hopfinger illustrent bien les répercussions de la dynamique de l'émigration sur l'économie locale. Ainsi sur un total de 1 700 commerces, 77 % des propriétaires affirment être ou avoir été émigrants au moment de l'enquête. Généralement, la gestion de leur commerce est confiée à un membre de leur famille. Par ailleurs, parmi les interviewés ayant affirmé n'être pas émigrants, 60 % ne sont pas originaires de la ville de Nador, mais de tribus proches comme Béni Chikar ou Béni Sidel<sup>35</sup>.

Rapidement, Nador est devenue la ville élue par les émigrés pour le retour, et le lieu privilégié de leurs investissements. D'une part, le secteur de la construction est dynamisé, d'autre part la consommation et le pouvoir d'achat des ménages bénéficient directement de cette injection de revenus supplémentaires. Le transfert des devises par les émigrants est devenu une ressource vitale pour de nombreuses familles. Une fois assurés les besoins fondamentaux de la vie, les revenus provenant de l'émigration sont dépensés pour satisfaire les besoins de consommation en produits industriels. Ce qui n'est pas sans provoquer d'importants changements au niveau des besoins et des habitudes de consommation. Les devises transférées par les émigrants sont

non seulement investies dans la consommation quotidienne et dans la construction, mais aussi dans des projets commerciaux, dont la gestion est confiée fréquemment à un fils ou à un frère. Et le nombre de commerçants ne cesse d'augmenter, depuis les années 1960 plus fortement dans les grands souks.

### **La culture de l'émigration ou les aspects culturels de l'émigration**

Dans leur tentative de réaliser le rêve, soutenu par une vision imaginaire et nostalgique, du retour assez fortuné pour vivre bien au pays, les émigrants se trouvent, à leur insu, en train de transformer leur pays<sup>36</sup>. La démonstration en est donnée par les effets sur le discours des jeunes *Nadoris* (concernant notamment leurs propres projets de vie), sur la célébration des mariages, et finalement sur la relation entre l'émigration et la concurrence. Tous les migrants potentiels conçoivent des projets en fonction de leur perception des autres pays. Néanmoins, l'étranger n'est pas vu comme un espace homogène et uniforme : une vision différente existe bel et bien pour chaque pays européen. Ces différences marquent les projets des candidats à l'émigration. La Hollande, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Espagne et l'Italie n'ont pas la même " valeur ", même si tous ces pays sont présentés positivement. Aussi, ces distinctions sont-elles repérables dans leurs discours, dépendants des " images " véhiculées par les émigrés eux-mêmes, à l'occasion de leur retour pour les vacances<sup>37</sup>. Par contre, les jeunes à Nador, comme dans le reste du Maroc, sont critiques à l'égard de la société marocaine. L'opposition se manifeste entre le rejet d'une réalité critique au Maroc et la recherche d'une issue ailleurs prépare ainsi les candidats à affronter le combat de leur vie : franchir la frontière semée d'embûches, physiques et symboliques, entre ces deux mondes, et se faire une place ailleurs pour avoir sa place chez soi et au Maroc. Souvent évoquées dans les discours des jeunes concernant l'étranger, les valeurs de démocratie et de droit au travail par exemple, attribuées à l'Europe expriment la dimension politique de leur vécu et

signent également un aveu d'échec. Ainsi, selon Zoubir Chattou, en revendiquant une société à leur image, ces jeunes qui s'insurgent contre les valeurs établies dans leur pays, développent un sentiment de rejet envers leur société et se retrouvent en conflit avec leurs propres valeurs traditionnelles en essayant d'adopter celles de la société occidentale<sup>38</sup>.

**Mimoun Aziza**

*Professeur d'histoire contemporaine,  
Faculté des lettres et des sciences humaines,  
Meknès*

1)- Chaara Ahmed, " L'héritage colonial espagnol dans le Maroc du Nord : une contrainte majeure au développement du Rif ", *Revue de la Faculté des Lettres*, Tétouan, n° 7, 1994, pp. 104-114.

2)- H. Duveyrier, " La dernière partie inconnue du littoral de la Méditerranée : le Rif ", in *Bulletin de la Géographie Historique et Descriptive*, Paris, 1887, T. II, p. 142.

3)- David-Montgomery Hart, *The Aith Waryaghar of the Moroccan Rif: an Ethnography and History*, Wenner Gren Foundation for Anthropological Research in New York and the University of Arizona Press, 1976.

4)- Auguste Mouliéras, *Le Maroc inconnu*, Vol. 1, " Exploration du Rif ", Paris, 1895.

5)- Louis Milliot, " L'exode saisonnier des Rifains vers l'Algérie ", in *Bulletin Économique du Maroc*, 1933-1934, p. 313.

- 6)- Raymond Bossard, " Un espace de migration, les travailleurs du Rif oriental (province de Nador) ", Thèse de 3<sup>e</sup> cycle en géographie, Université de Montpellier, 1979, p. 52.
- 7)- Jean-Louis Miège, *Le Maroc et l'Europe (1830-1894)*, T. II, p. 391, Paris, 1960-1963.
- 8)- Victor Démontés, " Les étrangers en Algérie ", *Bulletin de la Société de Géographie d'Alger*, 1898, pp. 204-205.
- 9)- Jean du Taillis, *Le nouveau Maroc*, suivi d'*Un voyage dans le Rif*, Paris, 1925, p. 332.
- 10)- Cité par Louis Justinard, dans " note sur la littérature et la poésie chez les Rifains ", in *Bulletin de l'Enseignement Public au Maroc*, numéro spécial, janvier 1926, pp. 82-83.
- 11)- René Segonzac (marquis de), *Voyages au Maroc (1899-1901)*, Armand-Colin, Paris, 1903.
- 12)- Raymond Bossard, *op. cit.*, p. 43.
- 13)- Fernando Benedicto Pérez, " Trabajadores rifeños en Argelia ", conférence prononcée à l'Académie des interventores, 1948-1949, Tétouan 1959, pp. 5-17.
- 14)- Journal espagnol publié à Melilla dès le début du XX<sup>e</sup> siècle qui couvrait l'actualité de toute la région du Rif.
- 15)- Instituto Nacional de Estadística (Madrid), *Anuario Estadístico de la Zona del Protectorado*, 1953.
- 16)- Allal Sakrouhi, " La logique économique paysanne et la logique du capital, étude de la dynamique sociale dans une région ' périphérique ' : cas du Rif de 1860 à 1920 ", thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université de Toulouse, 1982, p. 112.
- 17)- Raymond Bossard, *op. cit.*
- 18)- Fernando-Benedicto Pérez, *op. cit.*, pp. 5-17.
- 19)- *Anuario Estadístico de la Zona del Protectorado*, 1942, p. 303.
- 20)- Louis Milliot, *op. cit.*, pp. 318-319.
- 21)- Archives Militaires de Vincennes (France), série 3 H 139.
- 22)- Louis Milliot, *op. cit.*, p. 397.
- 23)- Répertoires statistiques des communes de l'Algérie (recensement de 1936), Direction des services économiques, service central des statistiques, Gouvernement général d'Algérie.
- 24)- Fernando Benedicto Pérez, *op. cit.*, p. 9.
- 25)- David-Montgomery Hart, " Notes on the Rifian Community of Tangier ", in *Middle East Journal*, n°11, 1957, pp. 157-162.
- 26)- P. Barre, " Melilla et les présides ", in *Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris*, Ed. Déchaud, 1909, pp. 2-3.
- 27)- *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, 1929, pp. 521-523.
- 28)- Louis Milliot, *op. cit.*, p. 397.
- 29)- M. Counil, " Les travailleurs marocains en Algérie ", mémoire de CHEAM, 1952.
- 30)- Nous signalons entre autres les travaux de Mohamed Berriane, Hans Hopfinger, *Nador, petite ville parmi les grandes*, URBAMA, Tours, 1999 ; " Migration internationale de travail et croissance urbaine dans la province de Nador (Maroc) ", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 8, n°2, 1992, pp.171-190 ; " La Ville de Nador, pôle de développement industriel ? ", in Mohamed Berriane, A. Laoina, (eds), *Le Développement du Maroc septentrional*, Facultés des lettres et sciences humaines de Rabat, 1998, pp. 283-313 ; et la première étude dans ce domaine de Raymond Bossard déjà citée.
- 31)- Paolo De Mas, " Regroupement familial marocain aux Pays-Bas, 1968-1987, un aperçu quantitatif ", in *Le Maroc et la Hollande*, publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat, série colloques et séminaires, n°16, 1990, pp. 147-168.
- 32)- Mohamed Berriane, Hans Hopfinger, A. Kagemeier, A. Herbert, H. Popp, 1996, *op. cit.*, pp. 184-185.
- 33)- À propos des conséquences de l'émigration sur la croissance urbaine à Nador, voir M. Berriane, H. Hopfinger, 1999, *op. cit.*, p. 79-89 ; H. Hopfinger, " ' Polarization reversal ', migration internationale et développement régional : le cas de la ville de Nador ", in M. Berriane, H. Popp, (ed.), *Migrations internationales entre le Maghreb et l'Europe : ses effets sur le pays de destination et le pays d'origine*, Actes du colloque maroco-allemand de Munich, Passau, Maghreb Studien, 1998, p. 207-216.
- 34)- David A. McMurray, *In and Out of Morocco, Smuggling and Migration in a Frontier Boomtown*, University of Minnesota Press, 2002 ; D. McMurray, " L'Impact socio-économique et culturel de l'émigration sur la ville de Nador au Maroc ", in *Migration Internationale et changements sociaux dans le Maghreb*, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, vol. VII, 1997, pp. 373.
- 35)- M. Berriane, K. Hopfinger, A. Kagemeier, A. Herbert, H. Popp, 1996, *op. cit.*, p. 184-185.
- 36)- D. McMurray, *L'impact ...*, *op. cit.*, p. 355.
- 37)- Zoubir Chattou, *Migrations marocaines en Europe. Le paradoxe des itinéraires*, Paris, l'Harmattan, 1998.
- 38)- *Ibid*, p. 146.